

Saint Domingo. K.

*911. b. 19.
2*



ORDONNANCE,

*Concernant la Liberté du Commerce
pour la Partie du Sud de Saint-
Domingue.*

Du 9 Mai 1789.

*Extrait des Registres du Conseil Supérieur
de Saint-Domingue.*

LA tournée que Monsieur le Gouverneur-
Général vient de faire dans la partie du Sud,
l'ayant mis à portée de connoître par, lui-même,
l'état dans lequel elle se trouve réduite, ainsi que
le seul moyen efficace pour la porter au degré de
splendeur dont elle est susceptible, il a reconnu que
la prime de deux cents livres, accordée par l'Arrêt
du Conseil d'Etat du Roi, en date du vingt-cinq
Septembre mil sept cent quatre-vingt-six, dont
l'expiration aura lieu le premier Août prochain,
par chaque tête de Noirs introduits, loin de devenir
un motif d'encouragement a à peine suffi au rem-

K

placement de ceux que les maladies & la désertion enlèvent annuellement ; qu'elle n'a pu engager le commerce de France à donner à ses spéculations l'activité que l'on espéroit : que ce commerce exige que ses cargaisons y soient rigoureusement payées en argent , ou les y vendre à vingt-cinq ou trente pour cent plus cher , s'il est payé en denrées , & qu'en continuant à lui livrer exclusivement la partie du Sud , elle sera toujours languissante , sans numéraire , & ne pourra jamais tirer de son sein , les richesses qu'elle possède.

Que d'un autre côté , cette partie aussi belle que celles du Nord & de l'Ouest , n'a besoin , pour se développer & devenir aussi fertile qu'elles , que d'une force qui lui manque : qu'en augmentant ses ateliers , par une introduction de Noirs , cette terre deviendra productive comme toutes celles des autres quartiers ; qu'il rentrera une somme considérable au Roi , par les droits qui seront perçus pour les denrées importées & exportées , que les Habitants augmentcront leur fortune ; qu'ils sortiront de leur malheureux état , se libéreront , & acquerront en-même-temps de l'aisance , & leur tranquillité. Que le Commerce national trouvera les moyens de s'étendre par la suite , dans cette partie , & de se remplir des sommes qu'elle peut lui redevoir.

Toutes ces considérations murement réfléchies , le vœu unanime des Habitants sur une introduction libre de Noirs , l'intime confiance où nous sommes qu'elle opérera le meilleur effet , que le Commerce de France ne fera , pour un temps , que cesser ses opérations , pour leur donner ensuite plus d'activité & de consistance , & qu'enfin la partie du Sud va faire sortir de son sein des richesses immenses , dont le Roi , les Habitants & le Commerce tireront les plus grands avantages ; Nous Général & Intendant , en vertu des pouvoirs à nous confiés , & sous le

bon plaisir de sa Majesté , avons provisoirement statué , ordonné , statuons & ordonnons ce qui suit ,
Savoir :

ARTICLE PREMIER.

A compter du premier Août mil sept cent quatre-vingt-neuf , jusqu'au premier Août mil sept cent quatre-vingt-quatorze , les bâtimens étrangers , du port de soixante tonneaux & au-dessus , seront admis dans les ports de Jérémie , les Cayes & Jacmel , avec les Noirs , farines , bois de toute espece , de charbon de terre , les animaux & bestiaux vivans , de toute nature , les salaisons de bœufs , de porcs , de morues & de poissons , ris , maïs , légumes , cuirs verts en poil ou tannés , pelleteries , résines & goudron , & pourront y décharger & commercer lesdites marchandises.

II. Toute la partie du Sud profitera de l'introduction des Nègres & autres objets détaillés dans l'Article ci-dessus , jusques & y compris les paroisses de Saint-Michel , du Fond-des-Nègres , d'Aquin , de Baynet , de Jacmel , & des Cayes de Jacmel. Les Habitans des susdites cinq paroisses , pourront , ainsi que ceux des paroisses l'Anse-à-Veau , du Petit-Trou des Baradaïres , de Jérémie , du Cap-Dame-Marie , de Tiburon , des Cotteaux , Torbek , des Cayes , Cavaillon , & Saint-Louis , se pourvoir de Nègres ; & autres objets , mentionnés dans l'Article premier , qui arriveront dans les trois ports d'entrepôt , de Jérémie , des Cayes , & de Jacmel , à la charge de se conformer aux dispositions de la présente Ordonnance , sur le transport des Nègres dans les autres quartiers ; & sous les peines y portées , dont sera fait mention ci-après.

III. Les Armateurs Français , soit du Royaume , soit des Isles & Colonies Françaises , qui voudront concourir à l'introduction des objets indiqués dans

l'Article premier , y seront pareillement admis.

I V. Le paiement des Nègres , & autres objets , qui seront vendus par les étrangers , aux Habitants de la partie du Sud , compris dans la ligne de démarcation , pourra se faire en sucre , ou autres denrées de la Colonie.

V. Toutes es marchandises , dont l'importation & l'exportation sont permises à l'étranger , par les Articles premier & quatre dans les susdits trois ports d'entrepôt , seront soumises aux droits locaux établis , & payeront en outre un pour cent de leur valeur , à l'exception des Noirs qui ne payeront point ce dernier droit d'un pour cent , & aussi à l'exception du droit d'entrée sur la morue & le poisson salé , qui sera réduit à trois livres par quintal.

VI. Les bâtimens étrangers payeront pour tout droit d'entrée dans lesdits ports , quarante-cinq liv. pour chaque tête de Noirs qu'ils y apporteront.

VII. Les bâtimens étrangers seront assujettis au paiement du droit d'Occident pour les marchandises qu'ils exporteront de la partie indiquée par l'Article II , & tel que les bâtimens français le payent en France , pour les denrées coloniales qu'ils y importent.

VIII. Tout bâtiment étranger sortant des trois ports d'entrepôt , sans avoir payé les droits ci-dessus mentionnés dans les trois précédents Articles , & qui sera pris par les bâtimens de sa Majesté , ou autres commis à cet effet , sera conduit dans un des ports d'Amirauté , pour y être dénoncé , & condamné à la confiscation , & à une amende de trois mille livres tournois.

IX. Les bâtimens français , soit du Royaume , soit des Isles & Colonies françaises , payeront pour l'importation & exportation des marchandises désignées dans l'Article premier , les droits locaux établis. Ils ne payeront aucun droit d'entrée pour

les Nègres , ni le droit d'Occident qu'ils sont dans le cas de payer en Europe.

X. Tout bâtiment étranger , pris débarquant des Nègres , & autres objets , dans d'autres lieux de la Colonie , que ceux désignés dans l'Article premier , sera confisqué , & condamné à une amende de dix mille livres argent de Colonie.

XI. Pour assurer l'effet des amendes mentionnés dans les Articles huit & dix , tout Capitaine de bâtiment étranger sera tenu d'avoir un Correspondant français , à son arrivée dans un des ports d'entrepôt , désignés dans l'Article premier , qui soit dans le cas de le cautionner pour cet objet , lequel cautionnement s'éteindra de plein droit , un mois après le départ du bâtiment du port où il aura fourni ladite caution.

XII. Tout Nègre provenant de l'introduction , appartenant aux navires étrangers , & qui sera pris hors des limites établies par l'Article deux , sera confisqué au profit du Roi. Pour cet effet , les Capitaines des bâtiments étrangers seront obligés , dans le délai de dix jours , à compter du jour de leur arrivée dans un des ports d'entrepôt , de faire étamper tous les Nègres de leurs cargaisons des trois lettres lisibles J. P. S. & si , dans le susdit délai , lesdits Nègres ne sont point étampés , ils seront pareillement confisqués au profit du Roi.

XIII. Tout Nègre provenant de l'introduction , qui sera trouvé hors des limites établies par l'Article II , chez des Habitants , autres que ceux dénommés audit Article , & à eux appartenant , sera confisqué au profit du Roi , & le Propriétaire condamné , *par corps* , à une amende de quinze cents livres , applicable aux Hôpitaux de la Providence du Port-au-Prince & du Cap.

XIV. Tout bâtiment étranger arrivé dans un des trois ports d'entrepôt , pourra en repartir avant l'ex-

piration de huit jours, avec de nouvelles expéditions pour un autre des susdits Ports d'entrepôt désignés dans la présente Ordonnance.

XV. Il sera établi dans chacun desdits ports d'entrepôt, un nombre suffisant de Commis pour recevoir les déclarations des cargaisons, qui seront faites par les Capitaines, lesquelles déclarations ils enregistreront sur un registre qui sera tenu à cet effet. Ils veilleront encore à l'exécution des dispositions des Articles cinq, six, sept & douze, & ne délivreront de permis de sortir du port, qu'après qu'ils se seront assurés qu'elles ont été remplies.

XVI. Les Capitaines des navires étrangers, outre les déclarations, qu'ils feront aux Commis des Bureaux d'entrepôt, les feront pareillement au Greffe de l'Amirauté; ils rempliront d'ailleurs toutes les formalités d'Ordonnance, représenteront leurs connoissements & charte-parties.

XVII. Le produit des amendes & confiscations prononcées par les Articles huit & dix, sera attribué, moitié au Roi, moitié aux Commis qui auront provoqué la saisie, si le délit a lieu dans les ports d'entrepôt. Au contraire, si les navires pris en fraude, l'ont été par les vaisseaux & bâtimens de Sa Majesté, la totalité dudit produit appartiendra aux Commandant, Etat-Major & Equipages preneurs, sauf la déduction, dans tous les cas, des frais de Justice, des droits de l'Amiral, & des Invalides. Lorsqu'il y aura des dénonciateurs, un tiers du même produit sera prélevé à leur profit.

XVIII. Faisons très-expresses inhibitions & défenses à tout Français des Isles sous le vent, de prêter leur nom à des Francisations simulées de bâtimens étrangers, sous peine de trois mille liv. d'amende, applicables aux Hôpitaux de la Providence du Port-au-Prince & du Cap, sans préjudice de la confiscation dudit bâtiment ordonnée par les

divers Réglements intervenus sur le fait de la navigation. Enjoignons aux Procureurs de Sa Majesté es Sièges des Amirautés, de faire à ce sujet toutes poursuites & diligences contre les contrevenants, à peine d'en répondre.

XIX. Seront au surplus exécutées les dispositions des Lettres - Patentes du mois d'Octobre mil sept cent vingt-sept; & des Ordonnances & Réglements subséquents, concernant le commerce étranger dans les Isles & Colonies Françaises, en ce qui n'y est pas dérogé par la présente Ordonnance, qui sera enregistrée au Greffe de l'Intendance, imprimée, publiée & affichée par-tout où besoin sera.

Prions MM. les Officiers du Conseil Supérieur de Saint-Domingue, de la faire pareillement enregistrer en leur Greffe, imprimer & afficher partout où besoin sera, & mandons à ceux des Juridictions de leur Ressort de tenir la main à son exécution.

D O N N É au Port-au-Prince sous le sceau de nos Armes, & le contre-seing de notre Secrétaire, le neuf Mai mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé,*
D U C H I L L E A U. Par Monsieur le Général;
Signé, BONHOMME.

Enregistrée au Greffe de l'Intendance des Isles Françaises de l'Amérique sous le vent. Au Port-au-Prince, le neuf Mai mil sept cent quatre-vingt-neuf. Signé SENTOUT.

Registrée a été la présente Ordonnance au Greffe du Conseil supérieur de Saint-Domingue, où & ce réquerant le Procureur-général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, imprimée, publiée & affichée par-tout où besoin sera, & copies collationnées d'icelles envoyées dans les Sénéchaussées & Amirautés du Ressort, pour y être pareillement lues, publiées, registrées & affi-

chées; enjoint aux Substituts du Procureur-général du Roi d'y tenir la main , & d'en certifier la Cour au mois , suivant l'Arrêt de ce jour.

FAIT au Port-au - Prince , en Conseil , le onze Mai mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé, BONVALLET.

*AU PORT-AU-PRINCE ,
Chez BOURDON , Imprimeur du Roi & du
Conseil Supérieur de Saint - Domingue.*

